

« Ne touchez pas à nos retraites – Non au consensus avec Sarkozy »

Compte rendu de la réunion du 7 avril 2010 convoquée par le comité de Pantin du P.O.I.

Introduction :

L'actualité récente a indiqué que la France pourrait perdre son triple A (AAA), qui est la note maximale dont un pays peut bénéficier auprès des marchés financiers. En quoi cela nous concerne-t-il ? Il faut savoir que cette note permet d'obtenir des conditions de financement de la dette, un peu comme cela se passe avec le FMI. Si la note est bonne, les « marchés », c'est-à-dire les banques, les fonds de pension, bref les spéculateurs prêtent plus facilement. En échange, comme le FMI, ils demandent des garanties. Celles-ci sont matérialisées par des engagements à réduire les « déficits ». Plan d'ajustement structurel en échange de prêts. En fait, les banques vendent de l'argent (qui provient, pour la période récente des subventions, plusieurs centaines de milliards, versées pour leur permettre d'échapper à la faillite) plutôt qu'elles n'en prêtent, et en contrepartie exigent qu'on leur ouvre l'accès aux fonds publics, qui jusqu'à lors leurs échappaient. Tout cela en vertu de la loi suprême de l'Union Européenne, celle de la « concurrence libre et non faussée » (c'est-à-dire le droit de spéculer, de piller les collectivités au nom du libéralisme). Il ne faut pas s'y tromper : si les « marchés » peuvent agir de la sorte, c'est bien parce que la législation internationale et les gouvernements le leur permettent.

Lorsqu'un pays est classé AAA, il doit donc montrer sa capacité à réduire sa dette publique. Dans ce système, lorsque les créanciers exigent d'être payés (comme en Grèce), ils peuvent mettre les États en situation de faillite. Seuls les pays qui auront allongé la durée de la vie active en économisant sur les versements des prestations pourront espérer amortir leur obligation de rembourser les banques. En langage capitaliste, la dette publique représente en gros une partie de ce qui échappe à la concurrence (les experts capitalistes bien pensants mettent dans ce panier, l'Assistance Publique, la Poste, les Allocations familiales, les caisses de retraites...). Pourtant lier la question des retraites à celle de la dette relève d'un mensonge, puisque les retraites par répartition proviennent soit du salaire différé, soit du budget de l'État.

Il faut noter au passage le fait que ce sont des groupes financiers, des goldens boys, des mafieux de la haute finance qui se permettent de juger des États, de trafiquer des comptes (comme en Grèce), eux qui

ne pensent qu'à écraser leurs concurrents pour rafler la mise. Mais si ce système tourne, c'est qu'il y a complicité (partout les chefs d'Etat, à commencer par les Sarkozy-Fillon sont liés d'amitié avec les dirigeants des groupes financiers). Et c'est le cadre même de l'Union Européenne qui permet cela, qui pousse à cela.

Il faudrait donc réformer les retraites.

La marge de manœuvre n°1 pour permettre aux capitalistes de réaliser des profits, ce sont les réductions salariales, les licenciements, le pillage des fonds publics... sans parler du magot que représente la sécurité sociale, les caisses de retraite. Tout cela aiguise les appétits.

Dire qu'il y a un problème de financement des retraites, comme de la sécu ne revient-il pas à entériner tout cela et accepter la « logique » de Sarkozy ? Peut on faire comme si les exonérations de cotisations sociales (appelées frauduleusement « charges patronales ») n'existaient pas ? Sarkozy nous parle d'un déficit de 10 milliards (parfois plus, c'est selon l'humeur), alors que rien que pour l'année 2009, ce sont 30 milliards qui sont restés dans les poches des patrons sous forme d'exonérations. Sarkozy nous ment.

Alors il faudrait mettre les capitalistes à contribution en taxant tous les revenus. Il y a ici soit une grande naïveté, soit une belle manipulation. **Tout d'abord, il faut le réaffirmer, les retraites par répartition sont le résultat de la lutte des classes.** Elles ont été imposées par la classe ouvrière au prix de luttes considérables et sont fondées sur la solidarité. La solidarité ou la confiance envers les capitalistes, tel était, tel est toujours l'alternative.

Et il faudrait taxer les revenus à quelle hauteur ? Suffisamment pour que les « marchés » deviennent honorables, pourquoi pas gagnent un label humaniste ? N'est ce pas se moquer du monde ? Faut il taxer le CAC 40 ou interdire les licenciements ? Faut il taxer Total, les banques où les nationaliser, sans indemnité ? Faut il taxer ou interdire les profits spéculatifs ?

Alors une chose est claire, sans le consensus, sans accord avec les partis de gauche et les directions de

certaines syndicats, Sarkozy ne pourra pas faire passer sa réforme. Nous sommes réunis ici pour discuter de ces problèmes et collectivement réfléchir à ce que l'on peut faire pour les arrêter. Parce que oui, nous en sommes convaincus, avec l'unité réalisée sur la base de revendications claires, Sarkozy devra reculer. Parmi les propositions dont nous pouvons discuter, il y a celle de constituer sans attendre un comité, pour donner un cadre pratique et poursuivre le

regroupement que nous avons opéré ce soir. Bien entendu un tel comité serait ouvert, notamment aux militants et organisations. Nous les avons invité, bien entendu. Ce soir seul le P.O.I. comme organisation est présent. Nous sommes ouverts à toute discussion, toute proposition allant dans le sens d'une recherche claire, nette et précise pour faire obstacle à la réforme des retraites.

Synthèse des interventions :

— Je considère que l'on ne peut pas dire que le consensus est totalement réalisé. C'est justement l'enjeu pour le gouvernement. François Fillon vient d'ailleurs d'inviter les organisations à « quitter les postures partisans », et dans le même temps, comme c'est expliqué dans Informations Ouvrières, des cheminots viennent de calculer que la mise en place de la réforme correspondrait à une baisse de 11% des retraites. Ici, il faudrait que l'on réfléchisse à quel type d'initiative on pourrait prendre pour affirmer largement, publiquement : « oui nous voulons garder nos retraites ». Rien n'est joué et la mobilisation, que nous cherchons à aider peut faire reculer le gouvernement.

— C'est très bien qu'on soit là ce soir nombreux et différents pour réfléchir à ce qu'il faut faire. En ce qui me concerne, j'ai déjà fait signer l'appel sur mon lieu de travail. Il faut en discuter partout pour toucher le plus de gens possible.

— On doit démontrer qu'il n'y a pas de déficit, démontrer que les déficits ça se fabrique en ne versant pas les fonds prévus. L'État détourne sans cesse la loi. Mais pour vider les hôpitaux, fermer les services, là il y a des moyens.

— C'est important de rappeler que nos systèmes de retraite sont le produit des luttes et que rien n'a jamais été octroyé par des mécènes. Dès le début du XXème siècle elles ont été remises en cause. On n'a pas le choix, il faut l'unité pour les arrêter.

— Ce n'est pas parce que Martine Aubry et tous ont décidé qu'il faudrait réformer qu'on doit être d'accord avec eux.

— Je suis un jeune retraité et mon père a aujourd'hui 90 ans et est retraité depuis 30 ans. S'il est toujours en vie, c'est parce qu'il a pu bénéficier d'une vraie retraite. Mais aujourd'hui, il n'y a plus de croissance d'espérance de vie. Le problème auquel on est confronté, ce sont les positions des dirigeants qui

tourment le dos aux aspirations de l'écrasante majorité. Ils sont beaucoup à gauche, des syndicalistes, à participer au COR et à collaborer avec le gouvernement. La proposition de manifestation me satisfait, il faut y aller.

— L'argument financier ne tient pas la route une seconde, parce que ce sont bien les exonérations de cotisations qui viennent plomber les versements. En parlant de problèmes de financement on nous envoie tout droit dans la réforme Sarkozy. Il y a un nouveau ministre des Affaires Sociales qui reçoit les organisations, et j'aimerais bien savoir sur quel mandat y va mon syndicat. Est-ce pour dire que l'on refuse l'allongement de la durée de cotisation ? Moi avec cette réforme, je partirai à 68 ans. Serai-je encore en état de travailler derrière un guichet à recevoir du public à 68 ans ? Tout est fait pour l'emploi des seniors, mais pourront ils continuer à travailler ? C'est bien en prévision de compenser des retraites misérables et parce que personne n'aura le nombre d'annuités nécessaires pour prendre sa retraite. Je pense que chaque camarade ici présent devrait solliciter ses instances syndicales pour exiger une prise de position claire.

— Nous sommes enseignants et fonctionnaires d'Etat. Dans le débat tous ont déjà ficelé le rapprochement public-privé. Pourtant les systèmes de retraite ne sont pas les mêmes. Comme fonctionnaires d'État, notre retraite est consignée dans le Grand livre de la dette publique et est budgétée, de notre recrutement à notre mort. Elle est calculée sur les 6 derniers mois. S'ils touchent au système, ils touchent à notre statut, ce que rien ne justifie, certainement pas les prétendus problèmes démographiques. On est inscrit au budget de l'État, donc la démographie n'a rien à voir là dedans. Ils veulent nous liquider pour faire des économies et répondre aux critères de Maastricht.

Dans l'établissement tout le monde est très remonté contre la CFDT qui défend ouvertement la réforme. La

CGT, FO et la FSU se sont prononcées pour la défense du code des pensions et c'est un point d'appui. Si la réforme passe, on perdra 33% sur le montant de nos pensions en fin de carrière. Sur le collègue on est déjà 4 à avoir signé l'appel. Il y a eu une réunion d'information syndicale avec 14 présents et tous étaient d'accord pour dire « Ne touchez pas au code des pensions civiles et militaires ». Cela malgré tout le matraquage médiatique. Je suis très favorable à la constitution d'un comité dès ce soir. C'est le moyen pour toucher plus de monde.

Le gouvernement dit qu'il faut tout remettre en cause, et bien avec un comité, dans notre diversité on peut répondre et aider à ce que Sarkozy ne parvienne pas à réaliser son consensus.

— Le débat de Sarkozy est en fait un pseudo débat, d'ailleurs le ministre Woerth parle de « concertation » ce qui n'est pas la même chose. Cela nous rappelle le

ramdam fait autour de la privatisation de la Poste. Ils nous parlent d'un débat, mais avancent au pas de charge. Je pense qu'il est important d'avoir un échange sur ce qui se passe et ce que disent les uns et les autres, mais ce n'est pas notre rôle ici de dire ce que chacun doit faire dans son organisation syndicale. C'est dans les instances syndicales que ces choses là doivent se discuter et les arguments ne manquent pas.

— L'idée de créer un comité me convient. Il faut mener cette campagne, dans l'unité, avec tous ceux qui n'acceptent pas. C'est la seule façon de faire reculer le gouvernement. Et nous ne sommes pas seuls.

Au départ, les exonérations c'était pour parait-il aider les patrons, aider les entreprises. On voit le résultat, le CAC 40 explose... tout comme le nombre de licenciements (600 000 licenciements industriels en 2009). L'argent existe, alors pas question d'accepter la destruction de nos droits.



* Au terme de la discussion, les participants ont unanimement décidé de constituer un comité local pour l'unité, contre la réforme des retraites pour dire « ne touchez pas à nos retraites » et décide de faire sien le mandat ci-dessous proposé par le P.O.I.

* Informés qu'une première réunion nationale des représentants des comités de tiendra à Paris le samedi 24 avril, nous décidons d'y mandater un premier camarade. Proposition est également faite d'y inviter tout militant local qui souhaite mener ce combat.

* Nous avons également décidé de nous revoir mi-mai pour faire le point sur la situation et les différentes actions proposées pour faire obstacle au projet de réforme.

* L'appel du comité rédigé à l'issue de la réunion sera largement adressé à la population pour proposer la signature et de rejoindre le comité.

Le mandat du peuple est clair

1. On nous parle de 10 milliards d'euros de déficit. **Que l'on rende à la Sécurité sociale les 32 milliards d'euros d'exonérations, que l'on annule les 46 milliards d'euros d'intérêts versés pour la dette publique !** Cela représente huit fois le prétendu déficit. On le voit : rien ne justifie que l'on touche aux retraites.

2. La seule raison de l'attaque contre les retraites, ce sont les appétits des capitalistes et des spéculateurs qui veulent récupérer la manne financière que représente la protection sociale que le patronat ne veut plus payer ; ils sont encouragés par les plans et les directives de l'Union européenne. Pour les seules entreprises du CAC 40, ce sont 35 milliards d'euros de profits réalisés en 2009, tandis qu'officiellement 700 000 emplois ont été détruits.

Evoquant « *les attaques des marchés* », *Le Monde* (20 mars) explique : la notation « *de la France par les agences de notation financière ne doit pas être dégradée [...]* La France perdra toute influence si elle perd sa note AAA [appréciant la bonne solvabilité d'un pays] [...] *c'est pour cela que la réforme des retraites sera de grande ampleur* », assure un proche de M. Sarkozy.

3. En conséquence, **rien ne peut justifier que l'on accepte d'entrer dans un « débat » remettant en cause nos régimes de retraite.** Rien ne doit être touché, ni les 60 ans, ni le niveau du taux de remplacement, ni la durée de cotisation, ni le régime général, ni les régimes particuliers, ni les régimes spéciaux, ni le Code des pensions civiles et militaires : rien de tout cela n'est « négociable ». Quiconque dérogerait à ce mandat tournerait le dos à l'exigence commune de tous les travailleurs, tous secteurs professionnels confondus.